

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)
COUR SUPÉRIEURE

N^o: 500-06-000736-153

TRANSPORT TFI 6, S.E.C.

Demanderesse

c.

ESPAR INC. ET AL.

Défenderesses

**DEMANDE DE LA DEMANDERESSE POUR ÉTABLIR LES MODALITÉS
DE L'INTERROGATOIRE D'UN REPRÉSENTANT DE LA DÉFENDERESSE WEBASTO SE
(ART. 18, 26, 49, 158 3^o, 221 ET 226 C.P.C. ET ART. 46 DU RÈGLEMENT DE LA
COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE, RLRQ c C-25.01, R 0.2.1.)**

À L'HONORABLE DAVID R. COLLIER, JUGE GESTIONNAIRE DE LA PRÉSENTE ACTION COLLECTIVE, SIÉGEANT DANS ET POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL, LA DEMANDERESSE EXPOSE CE QUI SUIT :

1. La Demanderesse requiert une ordonnance de gestion établissant les modalités de l'interrogatoire du Dr Holger Engelmann, président du conseil de gestion de la Défenderesse WEBASTO SE, et ce, pour les motifs ci-après décrits;
2. Le point 49 du *Protocole de l'instance* signé par les parties le 31 octobre 2019 (ci-après, le « **Protocole** ») prévoit la tenue des interrogatoires des Défenderesses au plus tard le 31 mai 2020, le tout tel qu'il appert du Protocole, communiqué au soutien des présentes comme pièce **R-1**;
3. Le point 49 du Protocole prévoit aussi que, à la suite de la communication par les Défenderesses des documents et informations découlant de la liste détaillée de la Demanderesse, la Demanderesse identifiera un ou des représentants susceptibles d'être interrogés sur tous les faits pertinents au litige et que les Défenderesses collaboreront à cette identification;
4. Le 15 décembre 2019, conformément au point 51 du Protocole, la Demanderesse fait parvenir aux Défenderesses WEBASTO SE, WEBASTO THERMO & COMFORT SE et WEBASTO THERMO & COMFORT NORTH AMERICA, INC. (ci-après, collectivement « **WEBASTO** ») une liste

détaillée d'information et de documents à être communiqués à titre d'engagements pré-interrogatoire (ci-après, la « **Demande de documents** »), le tout tel qu'il appert de la lettre de Me Jean-Philippe Lincourt à Me Vincent de l'Étoile datée du 15 décembre 2019, communiquée au soutien des présentes comme pièce **R-2**;

5. Selon le Protocole, WEBASTO avait jusqu'au 15 février 2020 pour transmettre sa réponse à la Demande de documents à la Demanderesse;
6. En dates des présentes, aucune réponse ni aucun document n'a été communiqué par WEBASTO, et ce malgré les nombreux rappels effectués par les avocats de la Demanderesse, le tout tel qu'il appert notamment de la lettre de Me Jean-Philippe Lincourt à Me Vincent de l'Étoile datée du 7 avril 2020, communiquée au soutien des présentes comme pièce **R-3**;
7. L'absence de réponse de WEBASTO à la Demande de documents, en contravention du Protocole, crée pour la Demanderesse deux enjeux importants sur le plan procédural. En premier lieu, elle est privée des documents et informations pertinents à l'enquête qui doit être menée sur le complot faisant l'objet du litige. En second lieu, elle est privée de l'information minimale lui permettant d'identifier avec précision le ou les représentants de WEBASTO à être interrogés au préalable;
8. Devant cette impasse procédurale, la Demanderesse n'a d'autre choix que de procéder à l'interrogatoire d'un haut dirigeant de WEBASTO afin qu'il soit interrogé sur les faits pertinents au litige dont il a connaissance, mais aussi afin qu'il souscrive à l'engagement de communiquer des documents et informations pertinents au litige, notamment ceux identifiés à la Demande de documents;
9. À cet égard, la Demanderesse a identifié le Dr Holger Engelmann comme étant un témoin des faits pertinents au litige, celui-ci étant apparemment à l'emploi de WEBASTO depuis au moins 2007, le tout tel qu'il appert d'un extrait du site internet de WEBASTO intitulé « Structure & management », communiqué au soutien des présentes comme pièce **R-4**;
10. L'information disponible publiquement porte à croire que le Dr Engelmann a son domicile professionnel en Allemagne, le tout tel qu'il appert d'un extrait du site internet de WEBASTO intitulé « Contact », communiqué au soutien des présentes comme pièce **R-5**;
11. Vu le contexte procédural ci-avant décrit et les circonstances exceptionnelles découlant de l'état d'urgence sanitaire actuellement en vigueur, la Demanderesse demande respectueusement au Tribunal que l'interrogatoire au préalable du Dr Engelmann soit fixé et ce, selon les prescriptions des articles 221 et ss. du *Code de procédure civile* et les modalités suivantes :

- a) L'interrogatoire devra se tenir d'ici le 19 juin 2020, à une date à convenir entre les parties ou à défaut, le 19 juin 2020;
 - b) L'interrogatoire du Dr Engelmann aura lieu par visioconférence;
 - c) La Demanderesse est exemptée de transmettre un avis de la tenue de l'interrogatoire aux autres parties ou une citation à comparaître au Dr Engelmann autrement requis par l'article 226 du *Code de procédure civile*; et
 - d) Le Dr Engelmann devra être seul dans la pièce où il se trouvera lors de son interrogatoire;
12. De plus, afin de faciliter le déroulement de l'instance, la Demanderesse demande qu'il soit ordonné à WEBASTO d'indiquer si le témoin sera interrogé en français ou en anglais ou, encore, si les services d'un interprète doivent être retenus;
13. La présente Demande ne doit pas être interprétée comme une renonciation de la Demanderesse à procéder à d'autres interrogatoires au préalable que celui dont il est question en l'espèce;
14. La présente demande est bien fondée en faits et en droit;

POUR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL :

ACCUEILLIR la présente *Demande de la Demanderesse pour établir les modalités de l'interrogatoire d'un représentant de la Défenderesse WEBASTO SE*;

ORDONNER que l'interrogatoire du Dr Holger Engelmann devra se tenir par visioconférence d'ici le 19 juin 2020, à une date à convenir entre les parties ou à défaut, le 19 juin 2020;

EXEMPTÉ la Demanderesse de transmettre un avis de la tenue de l'interrogatoire aux autres parties ou une citation à comparaître au Dr Holger Engelmann pour la tenue de l'interrogatoire oral autrement requis par l'article 226 du *Code de procédure civile*;

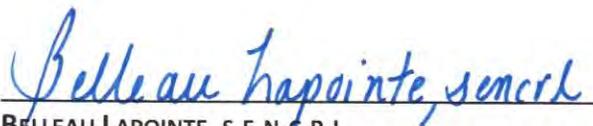
ORDONNER que le Dr Holger Engelmann soit seul dans la pièce où il se trouvera lors de son interrogatoire par visioconférence;

ORDONNER à la Défenderesse WEBASTO SE d'indiquer à la Demanderesse, dans un délai de 48 heures à partir du prononcé de l'ordonnance à intervenir sur la présente demande, si le Dr Engelmann est disposé à être interrogé en français ou en anglais ou si les services d'un interprète sont requis;

RENDRE toute autre ordonnance que le Tribunal estime nécessaire;

LE TOUT avec frais de justice.

MONTREAL, le 12 mai 2020



BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L.

Me Maxime Nasr

Me Jean-Philippe Lincourt

Me Emilie B. Kokmanian

mnasr@belleaulapointe.com

jplincourt@belleaulapointe.com

ekokmanian@belleaulapointe.com

(Code d'impliqué : BB8049)

300, Place d'Youville, bureau B-10

Montréal (Québec) H2Y 2B6

Téléphone : (514) 987-6700

Télécopieur : (514) 987-6886

Référence : 2002.073

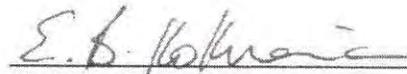
Avocats de la Demanderesse

DÉCLARATION SOUS SERMENT

Je soussignée, EMILIE B. KOKMANIAN, avocate, exerçant ma profession au sein du cabinet BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L., ayant sa principale place d'affaires au 300, Place d'Youville, bureau B-10, dans la ville et le district judiciaire de Montréal, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis l'une des avocats de la Demanderesse en la présente instance;
2. Tous les faits allégués dans la présente demande sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ :



EMILIE B. KOKMANIAN

AFFIRMÉ solennellement devant moi,
par un moyen technologique, à Montréal,
ce 12^e jour de mai 2020



Commissaire à l'assermentation pour le Québec



AVIS DE PRÉSENTATION

À : Me Vincent de l'Étoile
Me Lana Rackovic
LANGLOIS AVOCATS, S.E.N.C.R.L.
1250, boul. René-Lévesque Ouest, 20^e étage
Montréal (Québec) H3B 4W8
Vincent.delEtoile@langlois.ca
Lana.Rackovic@langlois.ca
notificationmtl@langlois.ca

Avocats des Défenderesses WEBASTO SE,
WEBASTO THERMO & COMFORT SE et WEBASTO
THERMO & COMFORT NORTH AMERICA, INC.

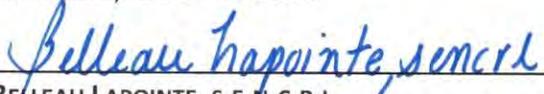
-et- Me Éric Vallières
Me Yassin Gagnon-Djalo
McMILLAN, S.E.N.C.R.L., S.R.L.
1000, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2700
Montréal (Québec) H3A 3G4
Eric.Vallieres@mcmillan.ca
Yassin.Gagnon-Djalo@mcmillan.ca

Avocats des Défenderesses ESPAR INC., ESPAR
CLIMATE CONTROL SYSTEMS, EBERSPAECHER
CLIMATE CONTROL SYSTEMS INTERNATIONAL
BETEILIGINGS-GMBH, EBERSPAECHER CLIMATE
CONTROL SYSTEMS GMBH & Co. KG,
EBERSPAECHER GRUPPE GMBH & Co. KG et ESPAR
PRODUCTS INC.

PRENEZ AVIS que la présente *Demande de la Demanderesse pour établir les modalités de l'interrogatoire d'un représentant de la Défenderesse WEBASTO SE* sera présentée pour adjudication devant l'Honorable David R. Collier de la Cour supérieure, siégeant en chambre des actions collectives, dans et pour le district judiciaire de Montréal, **le 15 mai 2020**, à 9h15, ou aussitôt que conseil pourra être entendu, au Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est, à Montréal.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE .

MONTRÉAL, le 12 mai 2020



BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L.

Me Maxime Nasr

Me Jean-Philippe Lincourt

Me Emilie B. Kokmanian

mnasr@belleaulapointe.com

jplincourt@belleaulapointe.com

ekokmanian@belleaulapointe.com

(Code d'impliqué : BB8049)

300, Place d'Youville, bureau B-10

Montréal (Québec) H2Y 2B6

Téléphone : (514) 987-6700

Télécopieur : (514) 987-6886

Référence : 2002.073

Avocats de la Demanderesse

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)
COUR SUPÉRIEURE

N^o: 500-06-000736-153

TRANSPORT TFI 6, S.E.C.

Demanderesse

c.

ESPAR INC. ET AL.

Défenderesses

LISTE DE PIÈCES

- Pièce R-1:** Protocole de l'instance daté du 31 octobre 2019;
- Pièce R-2:** Lettre de Me Jean-Philippe Lincourt à Me Vincent de l'Étoile datée du 15 décembre 2019;
- Pièce R-3:** Lettre de Me Jean-Philippe Lincourt à Me Vincent de l'Étoile datée du 7 avril 2020;
- Pièce R-4:** Extrait du site internet de WEBASTO intitulé « Structure & management »; et
- Pièce R-5:** Extrait du site internet de WEBASTO intitulé « Contact ».

MONTRÉAL, le 12 mai 2020


BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L.

Me Maxime Nasr

Me Jean-Philippe Lincourt

Me Emilie B. Kokmanian

mnasr@belleaulapointe.com

jplincourt@belleaulapointe.com

ekokmanian@belleaulapointe.com

(Code d'impliqué : BB8049)

300, Place d'Youville, bureau B-10

Montréal (Québec) H2Y 2B6

Téléphone : (514) 987-6700

Télécopieur : (514) 987-6886

Référence : 2002.073

Avocats de la Demanderesse

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉALCOUR SUPÉRIEURE
(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)

No : 500-06-000736-153

TRANSPORT TFI 6, S.E.C.

Demanderesse

c.

ESPAR INC. ET AL.

Défenderesses

1^{ER} PROTOCOLE DE L'INSTANCE (en matière civile)
PAGE DE PRÉSENTATION
Cour supérieure du Québec, division de Montréal

1. Vous devez **obligatoirement remplir** cette page lors du dépôt au dossier de la cour du **1^{er} protocole** de l'instance. **(Ne pas remplir cette page de présentation** si vous déposez une proposition de protocole de l'instance ou un protocole de l'instance modifié.)
2. Veuillez placer cette page devant le protocole de l'instance (avant la page 1) et les brocher ensemble, le cas échéant.

Pour chaque question, vous devez cocher une réponse, soit OUI ou NON.
L'absence de choix sera réputée être une réponse OUI.

Les parties demandent une suspension de l'instance : (ligne 4 du protocole)	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
Les parties demandent une prolongation de délai : (ligne 6 du protocole)	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Les parties prévoient produire plus de six expertises : (lignes 40 à 43 du protocole)	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
Une partie (défenderesse, tierce intervenante, appelée) entend présenter une demande pour être autorisée de produire une défense écrite : (ligne 33 du protocole)	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Les parties prévoient procéder à plus de six interrogatoires préalables : (lignes 47 et 48 du protocole) * Voir lignes 47 à 49.	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Les parties prévoient tenir des interrogatoires dont la durée est non-conforme à l'article 229 C.p.c. :	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Le protocole n'est pas signé par les parties ou ne leur a pas été notifié :	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE
(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)

No : 500-06-000736-153

TRANSPORT TFI 6, S.E.C.

Demanderesse

c.

ESPAR INC. ET AL.

Défenderesses

PROTOCOLE DE L'INSTANCE
Cour supérieure du Québec, division de Montréal
(art. 148 C.p.c.)

1.	Nature du litige : Action collective	
2.	Valeur de l'objet du litige : plus de 100 000\$	
3.	Dernière date à laquelle la demande a été signifiée à toutes les parties :	13 février 2018
4.	Toutes les parties demandent la suspension de l'instance afin de leur permettre de négocier une entente hors Cour (art. 156 C.p.c.) : Pour une durée de : (le cas échéant, indiquer une suspension d'une durée maximale de 3 mois) Si la demande est accueillie par le tribunal, l'instance serait donc suspendue jusqu'au :	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> 1 mois <input type="checkbox"/> 2 mois <input type="checkbox"/> 3 mois
5.	Toutes les parties s'engagent à recourir à une conférence de règlement à l'amiable (art. 148, al. 2, 161 à 165 C.p.c.) :	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
6.	Toutes les parties demandent la prolongation du délai pour la mise en état du dossier (art. 173 C.p.c.) : Pour une durée de : (le cas échéant, indiquer un délai d'une durée maximale de 9 mois) Si la demande est accueillie par le tribunal, le délai de six mois serait donc prolongé jusqu'au :	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 9 mois 30 novembre 2020

MOYENS PRELIMINAIRES		
7.	Moyens déclinatoires	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
		Date limite du dépôt
8.	<input type="checkbox"/> Renvoi au tribunal compétent ou rejet (art. 167 C.p.c.)	
9.	<input type="checkbox"/> Autre (avec référence à l'article C.p.c.) :	
10.	Soumis par (inscrire le nom de la partie) :	

11.	Moyens d'irrecevabilité	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
		Date limite du dépôt
12.	<input type="checkbox"/> En rejet (art. 168 C.p.c.)	
13.	Soumis par (inscrire le nom de la partie) :	

14.	Autres moyens préliminaires	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
		Date limite du dépôt
15.	<input type="checkbox"/> Précisions sur (art. 169 C.p.c.) :	
16.	<input type="checkbox"/> Communication de documents (art. 169 C.p.c.)	
17.	<input type="checkbox"/> Radiation d'allégations non pertinentes (art. 169 C.p.c.)	
18.	<input type="checkbox"/> Requête pour cautionnement (art. 492 C.p.c.)	
19.	<input type="checkbox"/> Autre (indiquer la nature.) :	
20.	Soumis par (Inscrire le nom de la partie) :	

21.	Demande en vertu de l'article 51 C.p.c.	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
		Date limite du dépôt
22.	<input type="checkbox"/> Demande en vertu de l'article 51 C.p.c.	
23.	Soumis par (inscrire le nom de la partie) :	

AUTRES PROCÉDURES		
24.	Mesure de sauvegarde (art. 169, al. 1 C.p.c.)	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
		Date limite du dépôt
25.	<input type="checkbox"/> Demande pour mesures de sauvegarde	
26.	Soumis par (inscrire le nom de la partie) :	

27.	Autres incidents procéduraux	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
		Date limite du dépôt
28.	<input type="checkbox"/> Modification d'un acte de procédure	
29.	<input type="checkbox"/> Décisions sur un point de droit	
30.	<input type="checkbox"/> Déclaration d'incapacité	
31.	<input type="checkbox"/> Autre (indiquer la nature) :	
32.	Soumis par (inscrire le nom de la partie) :	

DÉFENSE

33.	En vertu de l'article 171 C.p.c., l'instance est régie par les règles de la défense orale. Malgré cela, toutes les parties demandent au tribunal l'autorisation que l'instance soit régie selon les règles de la défense écrite en raison des motifs suivants (art. 148, al. 5 et 171 C.p.c.) (indiquer les motifs) : La complexité de l'affaire. Date limite : 20 novembre 2019 En l'absence de demande d'autorisation pour une défense écrite, le défendeur doit énoncer ses moyens de défense orale (art. 154 et 170 al. 2 C.p.c.) (indiquer les moyens) :	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
-----	---	--

34.	Le défendeur entend produire une demande reconventionnelle	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
35.	Date limite pour le dépôt de la demande reconventionnelle	
36.	Date limite pour le dépôt de la défense reconventionnelle	

37.	Les questions en litige (art. 148 C.p.c.) 1- Les Défenderesses ont-elles comploté, se sont-elles coalisées avec leurs concurrents ou ont-elles conclu un accord ou un arrangement avec leurs concurrents ayant pour effet de restreindre indûment la concurrence dans la vente des Appareils de chauffage de cabine et, dans l'affirmative, durant quelle période ce Cartel a-t-il produit ses effets sur les membres du groupe? 2- La participation des Défenderesses au Cartel constitue-t-elle une faute engageant leur responsabilité solidaire envers les membres du groupe? 3- Le Cartel a-t-il eu pour effet d'occasionner une augmentation du prix à l'achat au Québec d'Appareils de chauffage de cabine ou à l'achat, à la location ou à la sous-location au Québec de produits équipés d'un ou de plusieurs Appareils de chauffage de cabine? Dans l'affirmative, cette augmentation constitue-t-elle un dommage pour chacun des membres du groupe? 4- Quel est le montant total des dommages subis par l'ensemble des membres du groupe? 5- La responsabilité solidaire des Défenderesses est-elle engagée à l'égard des frais suivants encourus ou à encourir pour le compte des membres du groupe dans la présente affaire : a) les frais d'enquête; b) le coût des honoraires des avocats de la Représentante et des membres du groupe; et c) le coût des déboursés des avocats de la Représentante et des membres du groupe.	
-----	---	--

38.	Interventions ou mise en cause d'un tiers (art. 151 et 158 al. 4 C.p.c.)	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
39.	Date limite pour l'intervention ou la mise en cause d'un tiers	

EXPERTISES		
40.	Expertise(s) commune(s) (art. 232 C.p.c.) Nature et nécessité de l'expertise commune : Motifs de refus d'expertise(s) commune(s) (art. 148, al. 4 C.p.c.) : arrêt de la Cour d'appel refusant l'expertise commune (<i>Webasto c. Transport TFI 6</i> , 2019 QCCA 342 (CanLII))	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
	Date limite pour le dépôt de l'expertise commune :	
41.	Expertise(s) en demande (limite d'une par discipline ou matière) (art. 232 C.p.c.) : (indiquer le nombre, la nature et la nécessité de chacune des expertises) <ul style="list-style-type: none"> Le marché des appareils de chauffage Impact économique des allégations reprochées Quantum 	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
	Date limite pour le dépôt de(s) expertise(s) en demande :	12 juillet 2020
42.	Expertise(s) en défense (limite d'une par discipline ou matière) (art. 232 C.p.c.) : (indiquer le nombre, la nature et la nécessité de chacune des expertises) <ul style="list-style-type: none"> Le marché des appareils de chauffage Impact économique des allégations reprochées Quantum (le cas échéant) 	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
	Date limite pour le dépôt de(s) expertise(s) en défense :	14 septembre 2020
43.	Expertise(s) du tiers ou mis en cause (limite d'une par discipline ou matière) (art. 232 C.p.c.) (indiquer le nombre, la nature et la nécessité de chacune des expertises)	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
	Date limite pour le dépôt de(s) expertise(s) par le tiers ou le mis en cause :	

INTERROGATOIRES		
44.	Interrogatoire(s) préalable(s) à l'instruction par l'une ou l'autre des parties (art. 148, al. 3, 158, al. 3 et 221 C.p.c.)	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
45.	Valeur de l'objet du litige inférieure à 100 000 \$ (art. 229 C.p.c.) :	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
46.	Les parties entendent soumettre avant l'interrogatoire les objections qu'elles anticipent (art. 228 C.p.c.)	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
47.	Nombre d'interrogatoire(s) avant défense	1
48.	Nombre d'interrogatoire(s) après défense	Si requis, 1 interrogatoire par défenderesse *

49.	<p>Noms des personnes à interroger par la demande :</p> <p><i>* Suite à la communication par les Défenderesses des documents et informations découlant de la liste détaillée mentionnée à l'item 51 du présent protocole, la Demanderesse identifiera un ou des représentants susceptibles d'être interrogés sur tous les faits pertinents au litige et les Défenderesses collaboreront à cette identification. En aucun cas, cette identification ne doit être interprétée comme une renonciation par la Demanderesse à son droit de procéder à l'interrogatoire d'un représentant de chacune des Défenderesses, le cas échéant, ou une renonciation des Défenderesses de s'opposer à de tels interrogatoires, le cas échéant.</i></p>	<p>Au plus tard le 31 mai 2020</p>		
50.	<p>Noms des personnes à interroger par la défense :</p>	<p>Un représentant de Transport TFI 6</p>	<p>Complété</p>	<p>Complété</p>
51.	<p>Afin d'éviter la signification d'une citation à comparaître, la Demanderesse communiquera par écrit aux Défenderesses, d'ici le 15 décembre 2019, une liste détaillée de documents que les représentants des Défenderesses interrogés devront lui communiquer dans les 60 jours suivant la réception de la liste détaillée.</p> <p>Énumérer ci-après ces documents si les parties sont dès à présent en mesure de les identifier (une annexe de tous les documents peut être jointe au présent protocole) :</p>	<p>Prénom et nom</p>	<p>Date</p>	<p>Heure</p>
52.	Date limite pour le dépôt des transcriptions en demande (art. 227 C.p.c.)	30 octobre 2020		
53.	Date limite pour le dépôt des transcriptions en défense (art. 227 C.p.c.)	À la date de mise en état du dossier		
54.	Date limite pour le dépôt des transcriptions par le mis en cause (art. 227 C.p.c.)	n/a		
55.	Date limite pour soumettre les objections énoncées à l'article 228 al. 2 C.p.c. soulevées lors des interrogatoires préalables du représentant de la demanderesse	Complété		
56.	Date limite pour soumettre les objections énoncées à l'article 228 al. 2 C.p.c. soulevées lors des interrogatoires préalables des représentants des défendeurs	60 jours suivants la réception des notes sténographiques		
57.	Date limite pour la communication de tous les engagements souscrits lors des interrogatoires préalables du représentant de la demanderesse	Complété		
58.	Date limite pour la communication de tous les engagements souscrits lors des interrogatoires préalables des représentants des défendeurs	60 jours suivants la réception des notes sténographiques		

PIÈCES		
	Pièces et autres éléments de preuve (art. 145 et 158 C.p.c.)	Date limite
59	Dépôt des pièces en demande	30 octobre 2020
60	Dépôt des pièces en défense	À la date de mise en état du dossier
61	Dépôt des pièces par le tiers, le mis en cause ou l'intervenant	n/a
62	Liste des pièces admises par le demandeur	À déterminer en prévision du procès
63	Liste des pièces admises par le défendeur	À déterminer en prévision du procès

Dépôt des déclarations écrites pour valoir témoignage		
		Date limite
64	Dépôt des déclarations écrites en demande	30 octobre 2020
65	Dépôt des déclarations écrites en défense	À la date de mise en état du dossier

AUTRES		
66	Frais de justice (art. 148.1 al. 1 et 339 C.p.c.)	
	• Évaluation des frais de justice en demande (incluant les expertises)	350 000 \$
	• Évaluation des frais de justice en défense (incluant les expertises)	350 000 \$
	• Évaluation des frais de justice des autres parties (incluant les expertises)	n/a \$

67	Modes de notification que les parties entendent utiliser (art. 109 à 140 et 148 al. 9 C.p.c.) Par courriel	
68	Nomination d'un procureur au mineur ou au majeur inapte Si oui, nom du procureur proposé	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON

N.B. : Le non-respect du protocole peut constituer un manquement sanctionné par les articles 341 et 342 C.p.c.

Le 28 octobre 2019

Belleau Lapointe senior

Me Maxime Nasr
Me Jean-Philippe Lincourt
Me Émilie Kokmanian
BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L.
300, Place d'Youville, Bureau B-10
Montréal, Québec H2Y 2B6
Téléphone : 514-987-6700
Télécopieur : 514-987-6886
Courriel : mnasr@belleaulapointe.com
jplincourt@belleaulapointe.com
ekokmanian@belleaulapointe.com

Avocats de la Demanderesse

Le 31 octobre 2019

Langlois Avocats senior

Me Vincent de l'Étoile
Me Annie Gallant
LANGLOIS AVOCATS, S.E.N.C.R.L.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest
20^e étage
Montréal, Québec H3B 4W8
Téléphone : 514-282-7808
Télécopieur : 514-845-6573
Courriel : vincent.deletoile@langlois.ca
annie.gallant@langlois.ca

Avocats des Défenderesses Webasto SE Webasto
Thermo & Comfort SE et Webasto Thermo & Comfort
North America, Inc

Le 29 octobre 2019

MCMILLAN SENCEL S.R.L.

Me Éric Vallières

Me Yassin Gagnon-Djalo

MCMILLAN, S.E.N.C.R.L., S.R.L.

1000 rue Sherbrooke Ouest

Bureau 2700

Montréal, Québec H3A 3G4

Téléphone : 514-987-5068

Télécopieur : 514-987-1213

Courriel : eric.vallieres@mcmillan.ca

yassin.gagnon-djalo@mcmillan.ca

Avocats des Défenderesses Espar inc., Espar
Climate Control Systems Eberspaecher Climate
Control Systems International Beteiligings-GmbH,
Eberspaecher Climate Control Systems GmbH & Co.
KG, Eberspaecher Gruppe GmbH & Co. KG et Espar
Products inc.

From: Romy Fidawy
To: MGuirguis@tfiintl.com
Cc: Maxime Nasr; Jean-Philippe Lincourt; Emilie Kokmanian
Subject: NOTIFICATION: Transport TFI 6, S.E.C. c. Espar inc. et al. | C.S.M.: 500-06-000736-153 (N/D: 2002.073)
Date: 6 novembre 2019 13:11:00
Attachments: [191031_Protocole de l'instance \(signé tous\).pdf](#)
[image003.png](#)
Importance: High

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N°: 500-06-000736-153

(ACTION COLLECTIVE)
COUR SUPÉRIEURE

TRANSPORT TFI 6, S.E.C.

Demanderesse

c.

ESPAR INC. ET AL.

Défenderesses

**BORDEREAU DE NOTIFICATION PAR COURRIEL
(ART. 134 C.P.C.)**

LIEU, DATE ET HEURE : Montréal, voir la date et l'heure indiqués ci-haut.

EXPÉDITEURS : Me Maxime Nasr
Me Jean-Philippe Lincourt
Me Émilie Kokmanian
BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L.
mnasr@belleaulapointe.com
jlincourt@belleaulapointe.com
ekokmanian@belleaulapointe.com

DESTINATAIRE : Me Mariam Guirguis
TFI INTERNATIONAL INC.
MGuirguis@tfiintl.com

NOMBRE DE PAGES DU DOCUMENT 8

NOTIFIÉ :

NATURE DU DOCUMENT : *Protocole de l'instance (art. 148 C.p.c.)*

EXPÉDITEUR : Romy Fidawy

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PRIVILÈGE

La présente transmission contient des informations confidentielles et privilégiées sujettes au secret professionnel de l'avocat et est destinée uniquement à la personne ou à l'entité à laquelle elle est adressée. Il est interdit de lire, copier ou divulguer ladite information à moins d'en être le destinataire et d'y être autorisé. Si vous avez reçu cette transmission par erreur, s.v.p. veuillez nous en aviser immédiatement au (514) 987-6700 et la détruire sans garder de copies.



Romy Fidawy
Adjointe juridique / Legal Assistant
Be'leau Lapointe, s.e.n.c.r.l.
300, Place d'Youville, Bureau B-10, Montréal (Québec) H2Y 2B6
T : 514-987-6700 poste 2223 • F : 514-987-6886



Nous agrandissons nos bureaux ! Veuillez prendre note de notre nouvelle adresse :

La présente transmission contient des informations confidentielles et privilégiées sujettes au secret professionnel de l'avocat et est destinée uniquement à la personne ou à l'entité à laquelle elle est adressée.

It is prohibited to read, copy or disclose the information contained in this transmission to anyone other than the intended recipient. If you have received this transmission in error, please notify us immediately at (514) 987-6700 and destroy the original and any copies without making any further distribution.

This e-mail message contains confidential and/or privileged information. If you are not the named addressee you should not disseminate, distribute or copy this e-mail. Please notify the sender immediately by e-mail if you have received this e-mail by mistake and delete this e-mail from your system. If you are not the named addressee you should not disseminate, distribute or copy this e-mail.

From: [Microsoft Outlook](#)
To: MGuirguis@tfiintl.com
Subject: Relayed: NOTIFICATION: Transport TFI 6, S.E.C. c. Espar inc. et al. | C.S.M.: 500-06-000736-153 (N/D: 2002.073)
Date: 6 novembre 2019 13:12:07
Importance: High

Delivery to these recipients or groups is complete, but no delivery notification was sent by the destination server:
MGuirguis@tfiintl.com (MGuirguis@tfiintl.com) <mailto:MGuirguis@tfiintl.com>
Subject: NOTIFICATION: Transport TFI 6, S.E.C. c. Espar inc. et al. | C.S.M.: 500-06-000736-153 (N/D: 2002.073)

N° : 500-06-000736-153

(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)

COUR SUPÉRIEURE

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE MONTRÉAL

TRANSPORT TFI 6, S.E.C.

Demanderesse

C.

ESPAR INC. ET AL.

Défenderesses

PIÈCE R-1


Belleau Lapointe
I A V O C A T S I B A R R I E T E R S A N D S O L U T I O N S I
300, PLACE D'YOUVILLE, BUREAU B-10
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 2B6
TÉLÉPHONE : (514) 987-6700
TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-6886

BB-8049

Dossier : 2002.073

Me Maxime Nasr | mnasr@belleaulapointe.com

Me Jean-Philippe Lincourt | jplincourt@belleaulapointe.com

Me Emilie B. Kokmanian | ekokmanian@belleaulapointe.com



Mtre Jean-Philippe Lincourt
Direct Line: (514) 987-6685
Email: jplincourt@belleaulapointe.com

December 15, 2018

BY EMAIL

Mtre Vincent De l'Étoile
LANGLOIS AVOCATS
1250, boulevard René-Lévesque West
20th floor
Montréal, Québec
H3B 4W8

Re: TRANSPORT TFI 6, S.E.C. v. ESPAR INC. ET AL.
S.C.M. : 500-06-000736-153
Our file : 2002.073
Your file : 338217-0001

Dear *Confrère*,

We are writing in accordance with step 51 of the *Case Protocol* currently in force in the abovementioned matter.

You will find below a request for documents to be communicated by February 15, 2020 at the latest by your clients WEBASTO SE, WEBASTO THERMO & COMFORT SE AND WEBASTO THERMO & COMFORT NORTH AMERICA INC. (hereinafter collectively "**WEBASTO**").

Please note that for the purpose of this correspondence the term "Defendants" is understood to mean: ESPAR INC., ESPAR CLIMATE CONTROL SYSTEMS, EBERSPAECHER CLIMATE CONTROL SYSTEMS INTERNATIONAL BETEILIGUNGS-GMBH, EBERSPAECHER CLIMATE CONTROL SYSTEMS GMBH & CO., EBERSPAECHER GRUPPE GMBH & CO. KG, ESPAR PRODUCTS INC. (hereinafter collectively "**ESPAR**") and WEBASTO.

The term "**Defendant**" may designate any of the defendants to the action.

The term "**Parking Heater**" used herein is further described at paragraphs 4 to 8 of the *Demande introductive d'instance* dated February 13, 2018.

Please also note that for the purpose of this correspondence the term "**Pre-Existing Document**" means any document originating from or held by a Defendant that was not created at the request

of or in the context of an exchange with an anti-trust and/or competition and/or fair-trade authority.

We request that the documents below be provided in their original and/or native electronic format.

1. INFORMATION AND DOCUMENTS REQUIRED BY PLAINTIFF'S EXPERT

Provide the following information and all documents in support thereof:

- 1.1. For all of WEBASTO's Parking Heater models manufactured for and/or sold in and/or destined for the North American market between January 1, 1995 and December 16, 2019:
 - 1.1.1. Parking Heater model codes. If the code has changed between January 1, 1995 and December 16, 2019, please provide the concordances between the different codes;
 - 1.1.2. Parking Heater features (documents in support of this request include, but are not limited to, product catalogs, advertising material and specs);
 - 1.1.3. Customers to whom Parking Heaters were sold, as well as their nature (i.e., Original Equipment Manufacturer (hereinafter, "OEM"), distributor, commercial vehicle dealer, or other type of dealer/retailer);
 - 1.1.4. Prices. If the prices at which WEBASTO sells its Parking Heaters to its direct customers (i.e., OEMs, distributors, commercial vehicle dealers, or other type of dealers/retailers) have changed between January 1, 1995 and December 16, 2019, please provide the different price lists that were used during this period and specify the period during which they were used;
 - 1.1.5. Country(ies) where Parking Heaters were manufactured;
 - 1.1.6. Country(ies) to which Parking Heaters were shipped to;
 - 1.1.7. Currencies in which the Parking Heaters were sold;
 - 1.1.8. WEBASTO's suggested retail price. If the suggested retail price has changed between January 1, 1995 and December 16, 2019, please provide the various prices.
 - 1.1.9. The channel(s) through which Parking Heaters were sold, including but not limited to:

- 1.1.9.1. Sold through OEMs as a factory option;
 - 1.1.9.2. Added by commercial vehicle dealers to new commercial vehicles;
 - 1.1.9.3. Sold by commercial vehicle dealers or other types of dealers/retailers in the aftermarket (i.e., sales to customers for installation in a commercial vehicle they already own).
- 1.2.** For all sales of Parking Heaters manufactured for and/or sold in and/or destined for the North American market, the following information is requested on a monthly basis for the period between January 1, 1995 and December 16, 2019 for each Parking Heater model (as listed in par. 1.1 above):
- 1.2.1. Model code;
 - 1.2.2. Quantity sold;
 - 1.2.3. WEBASTO's suggested retail price;
 - 1.2.4. Average sale price;
 - 1.2.5. Total sales;
 - 1.2.6. Average and total unit discount;
 - 1.2.7. Average and total sales per customer;
 - 1.2.8. Average and total sales per type of customer:
 - 1.2.8.1. OEM;
 - 1.2.8.2. Distributor;
 - 1.2.8.3. Dealer of commercial vehicles; and
 - 1.2.8.4. Other type of dealer or retailer.
 - 1.2.9. Average unit costs, segmented by category:
 - 1.2.9.1. Overhead or fixed costs;
 - 1.2.9.2. Salaries;
 - 1.2.9.3. Costs of materials by type; and

- 1.2.9.4. Equipment depreciation by type.
- 1.2.10. Average and total sales per country where Parking Heaters are manufactured;
and
- 1.2.11. Average and total sales per country of shipment.
- 1.3.** All of WEBASTO's transaction data between January 1, 1995 and December 16, 2019 related to the sales and returns of its Parking Heaters manufactured and/or sold and/or destined for the North American market, specifying:
 - 1.3.1. Invoice number, purchase order number, transaction number or other unique identifier for a given transaction;
 - 1.3.2. The date of sale, transaction date, or date on which a given sale was recorded or invoice was generated, including the day, month and year of each transaction;
 - 1.3.3. The transaction type, e.g. sale, return, rebate, discount;
 - 1.3.4. The Parking Heater number(s), code(s), or other unique Parking Heater identifier for each model of Parking Heater listed on an invoice, including sub-codes when applicable;
 - 1.3.5. The standard Parking Heater name for each model of Parking Heater listed on an invoice;
 - 1.3.6. The identity of the purchasing entity, including the purchasing entity's standard name and "Customer Number", "Purchaser Code", or other identifier that identifies a given purchaser;
 - 1.3.7. The billing address of the purchasing entity, i.e. the physical address of the purchaser, including street, city, state/province, zip/postal code and country code;
 - 1.3.8. The "ship-to" address of the purchasing entity, i.e. the address to which Defendants' Parking Heaters were shipped, including street, city, state/province, zip/postal code and country code;
 - 1.3.9. By transaction and by model of Parking Heater, and before applicable taxes, the gross sales value of each model of Parking Heater identified on an invoice, reported in a standard monetary unit, e.g. Canadian dollars, U.S. dollars and/or Euros;

- 1.3.10. By transaction and by model of Parking Heater, and before applicable taxes, the net sales value of each model of Parking Heater purchased, reported in a standard monetary unit, e.g. Canadian dollars, U.S. dollars and/or Euros;
- 1.3.11. By transaction and by model of Parking Heater, the total number of units purchased;
- 1.3.12. The monetary value of all rebates, discounts or allowances, associated with each Parking Heater listed on an invoice or purchase order;
- 1.3.13. If a purchase order, invoice or transaction was subject to special pricing, e.g. a “bundled price” discount or discontinued item discount;
- 1.3.14. Before applicable taxes, WEBASTO’s suggested retail price for each model of Parking Heater listed on a given invoice or purchase order, reported in a standard monetary unit, e.g. Canadian dollars, U.S. dollars and/or Euros;
- 1.3.15. Before applicable taxes, the per unit sales price for each model of Parking Heater listed on a given invoice or purchase order, reported in a standard monetary unit, e.g. Canadian dollars, U.S. dollars and/or Euros;
- 1.3.16. The monetary value of the costs-of-goods sold for each model of Parking Heater listed on a given purchase order, invoice or transaction;
- 1.3.17. The currency in which the transaction was paid;
- 1.3.18. The type of purchaser including, but not limited to, OEM, distributor, commercial vehicle dealer, or other types of dealer/retailer;
- 1.3.19. Whether a given transaction was entered into with an affiliate of WEBASTO;
- 1.3.20. The country in which Parking Heaters were manufactured; and
- 1.3.21. All discounts or allowances not specific to a given invoice or purchase order including the identity of the purchasing entity, the purchasing entity’s standard name, “Customer Number”, “Purchaser Code”, or other identifier that identifies a given purchaser and the monetary value of the discount or allowance, how it is calculated, and the date on which it was applied.

Please use the attached sample shell data spreadsheet to communicate the information requested at section 1.3.

- 1.4. For all transaction data for costs, all transaction data related to accountable costs from WEBASTO's Parking Heaters, for the period between January 1, 1995 and December 16, 2019.
- 1.5. Provide the following documents, if available:
 - 1.5.1. A data dictionary for each transaction dataset produced above that includes a description of each data field as well as the range of values for each field;
 - 1.5.2. All "crosswalks" or cross-reference documents that map WEBASTO's Parking Heaters codes during the period between January 1, 1995 and December 16, 2019;
 - 1.5.3. All timelines that describe or delineate when new models of Parking Heaters were introduced and when models of Parking Heaters were discontinued during the period between January 1, 1995 and December 16, 2019;
 - 1.5.4. For the period between January 1, 1995 and December 16, 2019, all income statements, monthly, quarterly or annual, for the Parking Heater product line(s), wherein total revenue, variable costs and fixed costs are shown separately, as well as separate entries for the costs-of-goods sold with raw materials and other input costs reported separately, by product line;
 - 1.5.5. For the period between January 1, 1995 and December 16, 2019, all financial statements and documents that report the total and average Parking Heater unit production costs, by model, wherein fixed costs are distinguished from variable costs;
 - 1.5.6. For the period between January 1, 1995 and December 16, 2019, all supply agreements related to the production and sale of Defendants' Parking Heaters;
 - 1.5.7. For each month between January 1, 1995 and December 16, 2019 inclusively:
 - 1.5.7.1. Monthly total and unit production capacity for Parking Heaters (if available, also segmented by model);
 - 1.5.7.2. Monthly total and unit production of Parking Heaters (if available, also segmented by model);
 - 1.5.7.3. Monthly total and unit sales of Parking Heaters (if available, also segmented by model); and

- 1.5.7.4. Monthly total and unit production costs of Parking Heaters (if available, also segmented by model).
- 1.5.8. For the period between September 13, 2001 and December 31, 2012, all executed contracts relating to Parking Heaters manufactured and/or sold and/or destined for the North American market between Defendants and:
 - 1.5.8.1. OEMs;
 - 1.5.8.2. Contract manufacturers;
 - 1.5.8.3. Distributors; and
 - 1.5.8.4. Commercial vehicle dealers or other types of dealers/retailers.
- 1.5.9. For the period between September 13, 2001 and December 31, 2012, all reports, publications, or other written analyses, produced internally, purchased from a third-party vendor or contracted for on behalf of WEBASTO, describing the market(s) for Defendants' Parking Heaters, including, but not limited to:
 - 1.5.9.1. The Defendants' market share and the market share of others in the industry, whether or not a Defendant, including documents that report market shares by region (i.e., worldwide, Europe, North America, United States, Canada, each province in Canada);
 - 1.5.9.2. The factors affecting the demand for or supply of Defendants' Parking Heaters;
 - 1.5.9.3. The economic trends affecting the Parking Heater industry;
 - 1.5.9.4. The costs associated with the production of Parking Heaters, including internal and analysts' reports and comments on raw materials costs;
 - 1.5.9.5. The quarterly, semi-annual or annual, industry production capacity and capacity utilization, by producer, whether or not a Defendant to this action;
 - 1.5.9.6. The Parking Heater production process;
 - 1.5.9.7. Production downtime, either planned or unplanned;
 - 1.5.9.8. Planned or unplanned production shutdowns or slowdowns, production forecasts, and new production facilities;

- 1.5.9.9. Comparisons or contrasts between the Defendants' Parking Heaters and others parking heaters in the industry;
 - 1.5.9.10. Supply and demand for Parking Heaters;
 - 1.5.9.11. The presence or absence of products that can be considered substitutes for the Defendants' Parking Heaters, including but not limited to technical, financial and economic considerations;
 - 1.5.9.12. The presence or absence of barriers that might block, slow, or otherwise inhibit entry to the production and sale of Parking Heaters, including but not limited to discussions of technical and economic, or financial barriers to entry;
 - 1.5.9.13. The share of Parking Heaters sold to distributors, to OEMs, to commercial vehicle dealers, and/or other types of dealers/retailers;
 - 1.5.9.14. The supply chain of Parking Heaters. Starting from the Parking Heater manufacturers, the list of intermediaries and the order in which they are involved in the supply chain before Parking Heaters are sold to final customers;
 - 1.5.9.15. WEBASTO's suggested retail price and/or the mark-up applied to its Parking Heaters by the direct purchasers (i.e. OEM, distributor, commercial vehicle dealer, or other type of dealer/retailer); and
 - 1.5.9.16. The difference between the price paid by the direct purchasers of Parking Heaters (i.e., OEM, distributor, commercial vehicle dealer, or other type of dealer/retailer) and the price paid by the final customers for Parking Heaters.
- 1.5.10. For the period between September 13, 2001 and December 31, 2012, all price lists, price sheets, price schedules, price formulas and price announcements for direct purchasers of the Defendants' Parking Heaters.

2. OTHER DOCUMENTS

To the extent that they were not provided as a response to a request made under Section 1 above, please provide the following information and documents:

- 2.1.** All message, correspondence, email, letter, handwritten note, report, record, memo or internal document, directly or indirectly related to meetings and/or discussions and/or communications between WEBASTO and ESPAR in relation to the supply, manufacturing,

costing, distribution, marketing, pricing (including but not limited to the fixing, stabilizing and maintaining of prices) and/or sale of Parking Heaters between September 13, 2001 and December 31, 2012.

DOCUMENTS EXCHANGED WITH AND/OR PROVIDED TO AUTHORITIES (CCB)

- 2.2. To the extent that they were not provided as a response to the request made under Section 2.1 above, all Pre-Existing Documents provided by WEBASTO to the CANADIAN COMPETITION BUREAU (hereinafter "C.C.B.") in relation with its alleged unlawful conduct in the sale of Parking Heaters.
- 2.3. To the extent that they were not provided as a response to the requests made under Sections 2.1 or 2.2 above, all documents provided by WEBASTO to the C.C.B. and all documents exchanged between WEBASTO and the C.C.B. in relation with its alleged unlawful conduct in the sale of Parking Heaters.

DOCUMENTS EXCHANGED WITH AND/OR PROVIDED TO AUTHORITIES (U.S.D.O.J.)

- 2.4. To the extent that they were not provided as a response to the requests made under Sections 2.1, 2.2 or 2.3 above, all Pre-Existing Documents provided by WEBASTO to the UNITED STATES DEPARTMENT OF JUSTICE (hereinafter "U.S.D.O.J.") in relation with its alleged unlawful conduct in the sale of Parking Heaters.
- 2.5. To the extent that they were not provided as a response to the request made under Section 2.4 above, all documents supporting WEBASTO's application for leniency under the Antitrust Division's corporate leniency policy.
- 2.6. To the extent that they were not provided as a response to the requests made under Sections 2.4 or 2.5 above, all documents provided by WEBASTO to the U.S.D.O.J. and all documents exchanged between WEBASTO and the U.S.D.O.J. in relation with its alleged unlawful conduct in the sale of Parking Heaters.

DOCUMENTS EXCHANGED WITH AND/OR PROVIDED TO AUTHORITIES (E.C.)

- 2.7. To the extent that they were not provided as a response to the requests made under Sections 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5 or 2.6 above, all Pre-Existing Documents that were provided by WEBASTO to the EUROPEAN COMMISSION (hereinafter "E.C.") in relation to its alleged unlawful conduct in the sale of Parking Heaters.

Said Pre-Existing Documents should include but not be limited to:

- 2.7.1. All Pre-Existing Documents pertaining to the "basic understanding" ("*Grundverständnis*") referenced at paragraphs 24 and 34 and the meeting held on

- September 13, 2001 and referenced at paragraph 34 of the *Commission Decision* of 17.6.2015 (Case AT.40055 – Parking heaters);
- 2.7.2. All Pre-Existing Documents pertaining to the bilateral contacts between WEBASTO and ESPAR referenced at paragraph 26 of the *Commission Decision* of 17.6.2015 (Case AT.40055 – Parking heaters);
- 2.7.3. All Pre-Existing Documents pertaining to the high-level meetings between WEBASTO and ESPAR referenced at paragraph 27 of the *Commission Decision* of 17.6.2015 (Case AT.40055 – Parking heaters);
- 2.7.4. All Pre-Existing Documents pertaining to the exchanges of sensitive market information between WEBASTO and ESPAR referenced at paragraph 28 of the *Commission Decision* of 17.6.2015 (Case AT.40055 – Parking heaters);
- 2.7.5. All Pre-Existing Documents pertaining to the discussions between WEBASTO and ESPAR referenced at paragraph 29 of the *Commission Decision* of 17.6.2015 (Case AT.40055 – Parking heaters);
- 2.7.6. All Pre-Existing Documents pertaining to the annual meetings and similar contacts between WEBASTO and ESPAR referenced at paragraph 30 of the *Commission Decision* of 17.6.2015 (Case AT.40055 – Parking heaters);
- 2.7.7. All Pre-Existing Documents pertaining to the marketing campaigns and price reductions referenced at paragraph 31 of the *Commission Decision* of 17.6.2015 (Case AT.40055 – Parking heaters);
- 2.7.8. All Pre-Existing Documents pertaining to the harmonization of the amount of discounts, rebates and other special conditions referenced at paragraph 31 of the *Commission Decision* of 17.6.2015 (Case AT.40055 – Parking heaters); and
- 2.7.9. All Pre-Existing Documents pertaining to the discussion that took place on September 15, 2011 and referenced at paragraph 35 of the *Commission Decision* of 17.6.2015 (Case AT.40055 – Parking heaters).
- 2.8.** To the extent that they were not provided as a response to the requests made under Section 2.7 above, all documents (“*documentary evidence*”) supporting WEBASTO’s application for a marker under the Leniency Notice (OJ C 298, 8.12.2006).
- 2.9.** To the extent that they were not provided as a response to the requests made under Sections 2.7 or 2.8 above, all documents provided by WEBASTO to the E.C. and all documents exchanged between WEBASTO and the E.C. in relation with its alleged unlawful conduct in the sale of Parking Heaters.

- 2.10.** To the extent that they were not provided as a response to the request made under Section 2.9 above, the *copy of the relevant pieces of documentary evidence and [the] list of all documents in the file* referenced at paragraph 17 of the *Commission Decision of 17.6.2015* (Case AT.40055 – Parking heaters).
- 2.11.** An unredacted copy of the *Commission Decision of 17.6.2015* (Case AT.40055 – Parking heaters).

DOCUMENTS AND INFORMATION EXCHANGED WITH AND/OR PROVIDED TO THE D.P.P.

- 2.12.** To the extent that they were not provided as a response to the requests made under Sections 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 2.7, 2.8, 2.9, 2.10 or 2.11 above, all documents and information provided by WEBASTO to class counsel in the Direct Purchaser (“DPP”) class actions in the United States of America.

Said documents and information should include but not be limited to:

- 2.12.1. The *identified select relevant documents* provided to DPPs in the context of the attorney proffers and the *responsive documents* provided to DPPs following the extensive meet-and-confers referenced in the *Notice of Motion of Direct Purchaser Plaintiffs for Preliminary Approval of Class Settlements with Espar and Webasto Defendants* (Case No. 15-MC-940 (DLI)(JO) – Document 146 Filed 01/18/18, Page ID #1335).

DOCUMENTS AND INFORMATION EXCHANGED WITH AND/OR PROVIDED TO THE I.P.P.

- 2.13.** To the extent that they were not provided as a response to the requests made under Sections 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 2.7, 2.8, 2.9, 2.10, 2.11 or 2.12, all documents and information provided by WEBASTO to class counsel in the Indirect Purchaser (“IPP”) class actions in the United States of America.

Said documents and information should include but not be limited to:

- 2.13.1. The *pertinent documents* provided and/or identified by WEBASTO at the occasion of the detailed proffer referenced in the *Notice of Motion of Indirect Purchaser Plaintiffs for Preliminary Approval of Class Settlements with Espar and Webasto Defendants* (Case No. 15-MC-940 (DLI)(JO) – Document 147 Filed 02/18/18, Page ID #1567).

ORGANIZATIONAL CHARTS

- 2.14.** All of WEBASTO’s organizational charts between September 13, 2001 and December 31, 2012.

2.14.1. For each individual named on the organizational charts, an indication of whether this individual is still employed by any of the Defendants as of December 15, 2019.

PLACES OF BUSINESS

2.15. The addresses of all of WEBASTO's places of business between September 13, 2001 and December 31, 2012.

2.15.1. For each place(s) of business, a description of the activities conducted thereto.

2.15.2. For each individual identified at 2.14, an indication of the place(s) of business where each individual worked and/or is working from.

ANNUAL AND/OR FINANCIAL REPORTS

2.16. All of WEBASTO's annual and/or financial reports for the years 2001 to 2012, inclusively.

RULES, DIRECTIVES, INSTRUCTIONS, POLICIES AND OTHER DOCUMENTS

2.17. All of WEBASTO's directives, rules, instructions, policy statements and/or other documents implemented and/or in effect between September 13, 2001 and December 31, 2012 in relation with the supply, manufacturing, costing, distribution, marketing, pricing (including but not limited to retail and supplier pricing) and/or sale of Parking Heaters.

2.18. All of WEBASTO's directives, rules, instructions, policy statements and/or other documents implemented and/or in effect between September 13, 2001 and December 31, 2012 in relation to the applicability of competition and/or anti-trust and/or fair-trade laws and regulations.

2.19. All of WEBASTO's directives, rules, instructions, policy statements and/or other documents implemented and/or in effect, between September 13, 2001 and December 31, 2012, in relation with the monitoring of the prices of WEBASTO's competitors' Parking Heaters.

2.20. All versions of WEBASTO's document retention policy(ies) implemented and/or in effect between January 1, 1995 and December 15, 2019.

This request should not be interpreted as being a final or exhaustive list.

Please be advised that our client does not waive its right to request other documents at further stages of the proceedings.

Yours truly,

BELLEAU LAPOINTE, LLP

Mtre Jean-Philippe Lincourt
JPL/rf

Encl.

cc. Mtres Émilie Kokmanian et Maxime Nasr – BELLEAU LAPOINTE, LLP
Mtre Éric Vallières – McMILLAN, LLP

N° : 500-06-000736-153

(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)

COUR SUPÉRIEURE

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE MONTRÉAL

TRANSPORT TFI 6, S.E.C.

Demanderesse

C.

ESPAR INC. ET AL.

Défenderesses

PIÈCE R-2


Belleau Lapointe
I A V O C A T S I B A R R I E T E R S A N D S O L U T I O N S I
300, PLACE D'YOUVILLE, BUREAU B-10
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 2B6
TÉLÉPHONE : (514) 987-6700
TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-6886

BB-8049

Dossier : 2002.073

Me Maxime Nasr | mnasr@belleaulapointe.com

Me Jean-Philippe Lincourt | jplincourt@belleaulapointe.com

Me Emilie B. Kokmanian | ekokmanian@belleaulapointe.com



Me Jean-Philippe Lincourt
Ligne directe : (514) 987-6685
Courriel : jplincourt@belleaulapointe.com

Le 7 avril mars 2020

PAR COURRIEL

Me Vincent de l'Étoile
LANGLOIS AVOCATS, S.E.N.C.R.L.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest
20^e étage
Montréal (Québec)
H3B 4W8

Objet : Transport TFI 6, S.E.C. c. Espar Inc. et al.
C.S.M. : 500-06-000736-153
Notre dossier : 2002.073
Votre dossier : 338217-0001

Cher confrère,

Nous vous écrivons pour donner suite à nos nombreux échanges dans le cadre du dossier mentionné en titre.

Comme vous le savez, le 15 décembre 2019, nous vous avons fait parvenir une liste de documents à être communiqués à titre d'engagements pré-interrogatoire, le tout conformément à l'étape 51 du *Protocole de l'instance* actuellement en vigueur.

Selon ledit *Protocole de l'instance*, vos clientes avaient jusqu'au 15 février 2020 pour nous transmettre la réponse à cette demande de documents.

Or, en date de transmettre la présente, aucune réponse ni aucun document ne nous ont été transmis.

Ce faisant, vos clientes sont largement en défaut de respecter le contrat judiciaire actuellement en vigueur.

Depuis que le délai imposé à vos clientes est expiré, nous avons eu ensemble plusieurs communications dans le but de faire avancer les choses. À plusieurs reprises, nous avons été

rassurés par vous à l'effet qu'une réponse à notre demande de documents, assortie d'une communication substantielle de documents, était imminente.

Cependant, il n'a jamais été possible d'obtenir de vous la confirmation du moment exact (même hors délai) où la transmission s'effectuerait.

Cela étant dit, il est impensable d'occulter le fait que, depuis la mi-mars 2020, le monde dans lequel nous évoluons fonctionne selon de nouveaux paramètres en raison de la pandémie liée à la Covid-19. Nous vivons tous, avocats et clients, des situations exceptionnelles qui interfèrent avec le cours normal de la vie et des affaires.

Nous sommes cependant d'avis qu'il est de notre devoir, à titre d'officiers de justice, de faire avancer les litiges pendant cette période inhabituelle et ce, sans avoir recours à l'intervention des tribunaux.

Dans ce contexte, voici ce que nous proposons :

Confiants que vous saurez obtenir les instructions requises pour finalement procéder à la transmission de la réponse de vos clientes et des documents y afférents, nous consentons à attendre **10 jours ouvrables additionnels**, soit jusqu'au **mardi 21 avril 2020, à 17h00**, pour recevoir celle-ci.

Dans la mesure où vous procéderez à la transmettre, nous comprenons que cette réponse comprendra également une énumération des motifs d'objections soulevées par vos clientes pour toute demande de documents ou d'information à laquelle elle n'acquiescerait pas.

À défaut d'obtenir la réponse et les documents y afférents avant l'expiration de cet ultime délai, nous n'aurons d'autre choix que de procéder à l'interrogatoire au préalable de Monsieur Holger Engelmann qui, selon les informations disponibles publiquement, devrait être en mesure de répondre aux questions sur les faits en litige.

Cet interrogatoire au préalable devra vraisemblablement être tenu par vidéoconférence vu les circonstances actuelles. Nous suggérons que cet interrogatoire puisse être tenu dans la semaine du 1^{er} au 5 juin 2020.

Dans la mesure où nous devons procéder ainsi, nous serons donc dans l'attente, **au plus tard le 24 avril 2020**, de la confirmation du moment précis de la disponibilité de Monsieur Engelmann pour tenir l'interrogatoire dans ladite semaine du 1^{er} au 5 juin 2020.

Vous voudrez bien nous indiquer également si les services d'un interprète sont requis ou si Monsieur Engelmann est disposé à être interrogé en français ou en anglais.

Évidemment, notre cliente se réserve le droit de s'adresser au Tribunal pour faire sanctionner tout abus de procédure qui pourrait découler du non-respect du *Protocole de l'instance* ou encore du refus de collaborer de vos clientes dans le contexte exceptionnel actuel.

Dans l'attente de vous lire et réitérant la disponibilité du soussigné pour discuter du contenu de la présente, nous vous prions de recevoir, cher confrère, l'expression de nos salutations distinguées.

BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L.



Jean-Philippe Lincourt
JPL/ac

c.c. Mes Maxime Nasr et Emilie B. Kokmanian, BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L.
Me Éric Vallières, MCMILLAN, S.E.N.C.R.L.

N° : 500-06-000736-153

(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)

COUR SUPÉRIEURE

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE MONTRÉAL

TRANSPORT TFI 6, S.E.C.

Demanderesse

C.

ESPAR INC. ET AL.

Défenderesses

PIÈCE R-3


Belleau Lapointe
I A V O C A T S I B A R R I E T E R S A N D S O L U T I O N S I
300, PLACE D'YOUVILLE, BUREAU B-10
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 2B6
TÉLÉPHONE : (514) 987-6700
TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-6886

BB-8049

Dossier : 2002.073

Me Maxime Nasr | mnasr@belleaulapointe.com

Me Jean-Philippe Lincourt | jplincourt@belleaulapointe.com

Me Emilie B. Kokmanian | ekokmanian@belleaulapointe.com



Structure & management

Webasto is a globally active group of companies headquartered in Stockdorf, close to Munich, with over 50 locations and numerous representations worldwide.

The group's strategic holding company is Webasto SE. Under its umbrella are global business units, which are active in the following product groups: Panorama Roofs, Sunroofs and Convertible Roofs, heating systems for fuel and electrical operated vehicles, as well as charging solutions and battery systems. Webasto has been a family-owned company since its founding in 1901.

Management Webasto SE



Dr. Holger Engelmann (Chairman)

> Curriculum Vitae

Matthias Arleth (Deputy Chairman)

> Curriculum Vitae

Freddy Geeraerds

> Curriculum Vitae

Jürgen Reimer

> Curriculum Vitae



Supervisory Board

Dr. Holger Engelmann (Chairman)



- 1965: Born in Krefeld
- 1985 – 1990: Studies of Business Management in Münster and Cologne; Degree in Business Management
- 1993: Doctorate at the department of economics
- 1993 – 1998: Various positions at Fichtel und Sachs (today: ZF Friedrichshafen)
- 1998 – 2007: Various management positions at Mannesmann Plastics Machinery; ultimately as CFO of the Group
- 2007 – 2010: Chief Financial Officer Webasto AG (today: Webasto SE)
- Since 2008: Chairman of the Management Board Webasto Roof & Components
- 2010 – 2012: Deputy Chairman of the Management Board Webasto SE
- Since 2013: Chairman of the Management Board Webasto SE



N° : 500-06-000736-153

(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)

COUR SUPÉRIEURE

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE MONTRÉAL

TRANSPORT TFI 6, S.E.C.

Demanderesse

C.

ESPAR INC. ET AL.

Défenderesses

PIÈCE R-4


Belleau Lapointe
I A V O C A T S I B A R R I E T E R S A N D S O L U T I O N S I
300, PLACE D'YOUVILLE, BUREAU B-10
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 2B6
TÉLÉPHONE : (514) 987-6700
TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-6886

BB-8049

Dossier : 2002.073

Me Maxime Nasr | mnasr@belleaulapointe.com

Me Jean-Philippe Lincourt | jplincourt@belleaulapointe.com

Me Emilie B. Kokmanian | ekokmanian@belleaulapointe.com



Contact

Webasto Group

Webasto Group
Kraillinger Straße 5
82131 Stockdorf

PO Box 80,
82132 Stockdorf

+49 89 8 57 94-0
+49 89 8 57 94-4 48

Webasto Sunroofs & Components

Webasto Sunroofs & Components
Kraillinger Straße 5
82131 Stockdorf





+49 89 8 57 94-0
+49 89 8 57 94-4 48

Webasto Thermo & Comfort

Webasto Thermo & Comfort
Friedrichshafener Straße 9
82205 Gilching

PO Box 1410,
82199 Gilching

+49 89 8 57 94-0
+49 89 8 57 94-4 48

Webasto Convertibles

Webasto Convertibles
Seckerstr. 3
94491 Hengersberg

+49 9901 2002 - 0

E-Solutions & Services

E-Solution & Services
Kraillinger Straße 5
82131 Stockdorf

PO Box 80
82132 Stockdorf

+49 89 8 57 94-0
+49 89 8 57 94-4 48

Our customer helpline in Germany is available via email or phone (only available in the German language):

phone: +49 (0)395 / 55 92 229

kundencenter@webasto.com





N° : 500-06-000736-153

(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)

COUR SUPÉRIEURE

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE MONTRÉAL

TRANSPORT TFI 6, S.E.C.

Demanderesse

C.

ESPAR INC. ET AL.

Défenderesses

PIÈCE R-5



Belleau Lapointe

AVOCATS | BARRISTERS AND SOLICITORS |

300, PLACE D'YOUVILLE, BUREAU B-10

MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 2B6

TÉLÉPHONE : (514) 987-6700

TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-6886

BB-8049

Dossier : 2002.073

Me Maxime Nasr | mnasr@belleaulapointe.com

Me Jean-Philippe Lincourt | jplincourt@belleaulapointe.com

Me Emilie B. Kokmanian | ekokmanian@belleaulapointe.com

N° : 500-06-000736-153

(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)

COUR SUPÉRIEURE

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE MONTRÉAL

TRANSPORT TFI 6, S.E.C.

Demanderesse

C.

ESPAR INC. ET AL.

Défenderesses

DEMANDE DE LA DEMANDERESSE POUR ÉTABLIR LES MODALITÉS DE L'INTERROGATOIRE D'UN REPRÉSENTANT DE LA DÉFENDERESSE WEBASTO SE (ART. 18, 26, 49, 158 3°, 221 ET 226 C.P.C. ET ART. 46 DU RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE, RLRQ C-25.01, R0.2.1.), DÉCLARATION SOUS SERMENT, AVIS DE PRÉSENTATION, LISTE DE PIÈCES ET PIÈCES R-1 À R-5

ORIGINAL


Belleau Lapointe

— I A V O C A T S — I B A R R I S T E R S A N D S O L I C I T O R S — I
300, PLACE D'YOUVILLE, BUREAU B-10

MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 2B6

TÉLÉPHONE : (514) 987-6700

TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-6886

BB-8049

Dossier : 2002.073

Me Maxime Nasr | mnasr@belleaulapointe.com

Me Jean-Philippe Lincourt | jplincourt@belleaulapointe.com

Me Emilie B. Kokmantan | kokmantan@belleaulapointe.com